et ils ont droit à la protection la plus complète de la part du gouvernement.

Nous suivrons les progrès que cette question fera chez nos voisins et nous en informerons immédiatement nos lecteurs.

L'ASSURANCE MUTUELLE DE LA CITÉ DE MONTREAL

Le rapport annuel de l'Assurance Mutuelle de la cité de Montréal, présenté à l'Assemblée des sociétaires, le 10 octobre dernier, vient de nous tomber sous les yeux. Nous y trouvons deux choses remarquables: le bon marché de l'assurance et l'absence de récriminations contre les pompiers.

Au contraire, le rapport rend justice aux braves efforts de notre brigade, tout en approuvant l'idée d'une enquête sur le service du feu afin d'améliorer ce service et son outillage et aussi afin que l'on apporte plus de précautions dans la construction des bâtisses.

Les oreilles encore pleines des plaintes des Compagnies d'Assurance à primes, que ruine la fréquence des incendies dans notre ville et qui augmentent leurs taux, on est agréablement surpris de voir que, non seulement l'Assurance Mutuelle n'a pas haussé ses taxes, mais que les répartitions des trois années terminées le 31 août dernier, donnent un total de 4 pour cent au-dessous du total des répartitions des trois années précédentes.

L'Assurance Mutuelle assure actuellement des propriétés d'une valeur totale de \$6,310,000; elle a pour \$4,736,000 d'assurance sur ces bâtisses. Le montant de billets de primes qu'elle a en portefeuille est de \$401,324.71, soit à peu près 10 pour cent de la valeur assurée.

Les répartitions se font sur le montant des billets; de sorte que les 24 pour cent dont se compose la dernière répartition représentent moins de 25c. par \$100 de la valeur assurée. Et il faut dire que cette répartition, toutes pertes payées, laissera au fonds de réserve une somme de \$2,105 sur \$9,392.58, produit total; de sorte que le montant net qui couvrira tous les frais d'administration et toutes les pertes sera en réalité de moins de 20c. par \$100.

N'est-ce pas un magnifique résultat pour une année comme celle que nous venons de traverser? Car il faut bien se rendre compte que la plupart des immeubles assurés paieraient un taux assez élevé dans les assurances à primes, soit de 40 à 50c. par \$100.

Il a fallu aux directeurs une grande somme de prudence, de discrimination et de prévoyance pour tirer la compagnie à si peu de frais des incendies de l'année. Et cela prouve en outre ce que nous avons déjà dit dans ces colonnes, que l'assuré doit être personnellement intéressé à la conservation de sa propriété pour que toutes les précautions utiles soient prises contre l'incendie.

En économisant chaque année quelque chose sur le montant des répartitions, l'Assurance est parvenue à se créer un actif net de \$86,135.71, sans compter les billets en portefeuille qui se montent à \$401,534.71. Cette somme de \$86,000 constitue une réserve destinée à

égaliser les répartitions ou à faire face à quelque désastre extraordinaire; elle est une garantie presque absolue pour les sociétaires que leurs contributions annuelles ne dépasseront pas la moyenne actuellement établie, et elle permet à l'Assurance de solder immédiatement ses pertes sans être obligée d'attendre l'encaissement de la répartition.

L'Assurance Mutuelle de la cité en est à sa 28e année d'existence; grâce à la prudence de son administration et à la modicité des répartitions, elle devrait être aujourd'hui une des plus puissantes compagnies de la ville, si on eut fait autour d'elle une publicité raisonnable; mais la direction préfère, nous assure-t-on, faire moins d'affaires et les faire meilleures.

Elle a parfaitement raison; mais d'un autre côté il y a à Montréal un montant considérable de bons risques que la Compagnie pourrait prendre sans mettre ses sociétaires en danger ni augmenter les répartitions; voilà pourquoi nous avons cru devoir la signaler à nos lecteurs.

LES VOYAGEURS DE COMMERCE

C'est avec plaisir que nous avons appris que les voyageurs canadiens français se préoccupaient sérieusement des la prochaine élection des officiers de l'Association des voyageurs de commerce de la Puissance.

Les canadiens-français quoiqu'en minorité comme nombre, n'en tiennent pas moins une place très importante dans cette association; malgré cela aucun canadien français n'a occupé de charges jusqu'à ce jour, ou tout au moins aucun n'en occupe en ce moment.

Ils n'ont personne à blâmer qu'eux mêmes de cette situation. Nous ne sommes plus heureusement au temps de l'opposition systématique des anglais contre tout ce qui était canadien. Les relations commerciales et sociales sont moins exclusives, et les anglais, d'aujourd'hui, sont toujours prêts à faire la moitié du chemin pour s'entendre avec nous.

Malheureusement les canadiens ne prennent pas assez d'intérêt à ces sociétés commerciales, qui jouent cependant un rôle prépondérant dans les affaires intérieures et extérieures du pays. Ils en font bien partie comme membres, mais n'assistent que rarement aux réunions, et ne prennent que peu de part à leurs travaux.

Dans ces conditions il n'est pas étrange de constater qu'en général, ils ne figurent pas sur les bureaux de direction.

Grâce à l'intrigue de quelques citoyens il se fait actuellement un mouvement de réaction contre cette apathie regrettable. Nous citerons comme premier résultat la traduction et l'impression en français des statuts et des documents du Board of Trade de Montréal; traduction et impression qui ont été accordées aussitôt que demandées.

C'est à ce propos qu'un membre de la Chambre de commerce, nous disait: Si les canadiens nous avaient demandé cela plus tôt, nous l'aurions fait faire plus tôt mais personne ne nous en avait parlé.

La position est exactement la même vis-à-vis l'association des voyageurs de Commerce. Si pas un canadien ne fait partie du bureau et de la direction, c'est probablement parcequ'ils n'ont jamais fait ce qu'il fallait faire pour y arriver.

Nous sommes persuadés que cette juste prétenction sera bien accueillie par la majorité des membres, mais encore faut-il qu'elle soit formulée et soutenue au jour du vote par un nombre respectable de membres canadiens français.

C'est pour arriver à ce résultat que les voyageurs de commerce canadiens-français se sont réunis en assemblée préliminaire et ont nommé un comité composé de MM J. D. Rolland, G. Piché G. Delorme, E. Tougas et A. Terroux chargé de faire choix d'un ou deux membres canadiens français, qui seront portés comme candidats aux prochaines élections le 12 novembre.

Le comité s'est mis immédiatement à l'œuvre, et l'énergie et l'activité bien connues de ses membres nous permettent de compter sur un succès.

Nous croyons comme nous venons de le dire que ce succès sera facilement atteint; il n'y a pas d'opposition systématique de la part des anglais, et on ne peut réellement leur en vouloir de ne pas choisir leurs officiers parmi des membres qu'ils n'ont jamais vus.

Il est de l'intérêt général des voyageurs de commerce, et des canadiens-français en particulier, que nos nationaux s'occupent activement de l'association à laquelle ils appartiennent, ou devraient appartenir.

Nous engageons fortement nos voyageurs de commerce à se joindre à leurs confrères anglais; à travailler de concert avec eux, et à réclamer la part des honneurs et des responsabilités qui leur revient. Les voyageurs de commerce forment aujourd'hui, sur tous les points du globe une corporation puissante et influente, dans laquelle l'élément canadien-français doit tenir son rang, ne serait-ce que par un sentiment de patriotisme bien compris.

NOUVELLES SOCIÉTÉS

"Ferguson, Alexander & Company," marchands de peintures, huiles, etc., Montréal. Robert Munro, de Glasgow, Ecosse; Wm Brown, de Montréal, Henry Alexander, Alexander A. Ferguson et Peter Hastie, ces 3 derniers de Glasgow. Depuis le 24 août 1887.

"Thuot et Biron," entrepreneurs charpentiers et menuisiers, Montréal. Agapit Thuot et Napoléon Biron, tous deux de Montréal. Depuis le 12 octobre 1887.

"The American Surety Company of New-York; compagnie constituée à New-York; siège d'affaires pour la province, Montréal. Frederick Stancliffe, agent général.

"La Compagnie du chemin macadamisé de Laprairie," constituée par l'acte provincial 36 Vic. chap. 75; siège social, Laprairie, président, J. Brosseau, secrétaire, Alex. Brosseau.

"Surprenant et Frère," fabricants de biscuits, Montréal. Edouard Surprenant et Théodule Surprenant, du Coteau Saint Louis. Depuis le 1er septembre 1887.

"Lawe et Hall," peintres de portraits, Montréal. William A. Lawe et Charles M. Hall. Depuis le 15 août 1887.

"Taylor & Company," maison de pen-

sion. Eliza Acton, veuve de David Taylor, et Eelen M. Thorber. Depuis le 15 octobre 1887.

"The Gilbert Brothers Engineering Company (Limited)" constituée par Lettres Patentes du Canada; siège social, Montréal. E. E. Gilbert, président.

"The Standard Life Assurance Co," constituée par acte du parlement impérial; siège pour la province, Montréal. W. M. Ramsay, gérant pour le Canada.

"The Gilbert Blasting & Dredging Co. (Limited)," constituée par Lettres Patentes du Canada; siège social, Montréal. E. E. Gilbert, président.

"Neveu et Frère," restaurateurs, etc., Montréal. Arsène Neveu, commerçant, et Eugène Neveu, cordonnier. Depuis le 21 octobre 1887.

"The Henderson Lumber Company (Limited)," constituée par Lettre Patentes du Canada; siège social, Montréal. D. H. Henderson, président.

"Papineau et Favreau," manufacturiers et marchands de chaussures. Théo. Papineau, de Ste-Rose et Félix Favreau, de Montréal. Depuis le 24 octobre 1887.

"B. Atkinson & Co," marchands de chinseries, Montréal; Marsnal B. Atkinson et Charles Dumaresq, tous deux de Montréal. Depuis le 24 octobre 1887.

"Charles Léveillé et Compagnie," plâtriers, Montréal. Charles Léveillé et Augustin Roullé, tous deux de Montréal. Depuis le 1er octobre 1887.

DISSOLUTIONS DE SOCIÉTÉS

"Pope et Macdonald," William J. Pope de Montréal, et Neil Macdonald, de Toronto. Société dissoute le 1er avril 1887.

"Thibaudeau, Girard & Cie," Jos. R. Thibaudeau et J. Albert Girard; société dissoute le 13 octobre 1887.

"Atkinson, Garratt et Cie," Marshall Benoit Atkinson et Robert A. Garratt, de Montréal, et Frederick Wm Foster, de Clinton, Colombie anglaise. Société dissoute le 30 septembre 1887.

"St. Aubin et Cie," bouchers, Montréal. Joseph Cousineau et Belzaine St. Aubin. Société dissoute le 21 octobre 1887.

SOUSSIONS DEMANDÉES

M. Joseph Hickson, gérant général du Grand Tronc reçoit des soumissions jusqu'au 26 octobre courant pour la couverture et les corniches en tôle galvanisée du nouveau dépôt.

Plans et devis au bureau d'ingénieur en chef, Pointe St-Charles; on donnera des formes imprimées pour les soumissions.

VENTES AUX ENCHERES AU COMMERCE

Par BENNING & BARSALOU
Environ 200 caisses de pardessus en caoutchouc et en feutre, claques doublées en laine et en coton, etc. Pardessus à boutons Carnaval pour dames.

Bottes et claques imperméables, etc. Sans réserve.

Vente jeudi, le 3 novembre, à deux heures P. M., aux Nos 86 et 88 rue St-Pierre.

Par MARGOTTE & EREMENT.

Le stock d'épicerie de Louis Tremblay, failli, ainsi que la licence et les dettes de livres.

La vente sera faite en bloc à tant dans la piastre.

Vente jeudi, le 3 novembre, à 104 h. a. m., au magasin du failli, No. 1047 Notre-Dame.